

Carte scolaire : mobilisés pour sauver leurs classes et limiter la casse

<https://www.ladepeche.fr/article/2018/02/08/2738343-carte-scolaire-mobilises-sauver-classes-limiter-casse.html>

Éducation



Parents d'élèves, élus et enseignants ont manifesté entre l'inspection académique et la préfecture. / DDM, M.F.

150 personnes se sont retrouvées hier devant l'inspection académique à Foix pour protester contre le projet de carte scolaire, qui prévoit sept suppressions de postes en Ariège à la rentrée 2018.

«On avait une telle manifestation depuis les purges de Sarkozy». Antoine Loguillard, du syndicat UNSA, s'est réjoui de la mobilisation contre la nouvelle carte scolaire en projet, hier devant l'inspection académique à Foix. Avec 163 élèves en moins, l'Ariège risque de perdre sept classes à la rentrée 2018. À l'appel de l'intersyndicale (FSU, UNSA, FCPE, CAPE) et d'élus du Département, 150 manifestants sont venus dire non aux suppressions de postes.

«C'est une ponction trop lourde pour nos écoles, explique Antoine Loguillard. On sort d'un quinquennat où le maintien des postes d'enseignants a été assuré, malgré la perte de 700 élèves en 5 ans. Là c'est une rupture. On revient à un exercice comptable de la carte scolaire, mais c'était à craindre», concède-t-il.

De l'espoir en réserve

À craindre, le conseiller départemental Raymond Berdou ne l'entend pas de cette oreille. «Si on fait de l'école une priorité, ça ne peut pas se passer comme ça» dit-il, de concert avec Marie-France Vilaplana, autre élue présente hier.

Mais l'espoir de limiter la casse subsiste. Il réside dans les réserves de postes ministérielles dédiées aux départements signataires des plans d'action rurale, comme l'Ariège. Cent postes seront alloués au niveau national au titre de la ruralité et de la montagne, ainsi que cent autres pour la prise en charge des enfants en situation de handicap. L'objectif est donc de bénéficier d'un maximum de ces postes dès février, afin de réduire l'impact futur de la nouvelle carte scolaire. Quarante départements ont signé ce protocole, dont cinq dans l'académie de Toulouse.

Élus et syndicats reçus à la préfecture

En fin de journée, six membres de l'intersyndicale ont été reçus en préfecture par les représentantes de la préfète et de l'inspecteur d'académie, Mmes Chabannier et Clarac. Une entrevue de quinze minutes qui n'a pas fourni d'avancées.

«Nous n'avons pas eu de réponse. Ils ne savent pas quand les postes de réserve seront donnés, peut-être en septembre mais ce sera trop tard, déplore Antoine Loguillard. Une promesse nous a été faite : celle de faire remonter nos doléances au ministère. C'est lui qui a la clé». De son côté, l'inspection académique n'a pas souhaité s'exprimer.

Qui perdra des postes ?

Le CDEN se réunira jeudi 15 février à 14 h 30 pour décider des contours définitifs de la carte scolaire pour la rentrée 2018. C'est à l'issue de cette réunion que sera vraisemblablement confirmée la suppression de sept postes dans l'Ariège.

Les communes impactées seront également connues, mais pour l'intersyndicale, les classes et écoles menacées sont quasiment identifiées. «L'inspecteur d'académie a déjà préparé le terrain auprès des maires des communes concernées, évoque Antoine Loguillard, de l'Unsa. La vallée de la Douctouyre a un RPI qui regroupe cinq communes, pour cinq écoles et cinq classes. Les effectifs sont donc faibles».

En lot de consolation, les écoles engagées dans un enseignement qualitatif à travers le dispositif «Plus de maîtres que de classes», à savoir Lucien Goron à Foix et Henri Cazale à Pamiers, devraient conserver tous leurs postes, «sur consigne de la Rectrice» d'après Antoine Loguillard. Verdict dans une semaine.

Mathieu Fontaine